Universiteit Antwerpen

OASeS - WERKDOCUMENT

ETUDIER LA PAUVRETE POUR MIEUX COMPRENDRE LA SOCIETE ?

(CHAIRE FRANCQUI 2005)

FEVRIER 2005

Jan Vranken

Professeur à l'Université d'Anvers
Unité de Recherche sur la Pauvreté, l'Exclusion Sociale et la Ville (OASeS)

OASES – Onderzoeksgroep Armoede, Sociale Uitsluiting en de Stad
Universiteit Antwerpen – Stadscampus

p/a Sint-Jacobstraat 2, 2000 Antwerpen tel: 03-275.53.53 fax: 03-275.57.99
url: www.ua.ac.be/oases mail: oases@ua.ac.be

ETUDIER LA PAUVRETE POUR MIEUX COMPRENDRE LA SOCIETE ?

Jan VRANKEN
Professeur à l'Université d'Anvers - Unité de Recherche sur la Pauvreté, l'Exclusion Sociale et la Ville (OASeS)

Aujourd'hui, je présenterai deux réflexions plus générales sur ce que lie la pauvreté à la société. Je commencerai avec les modèles de la pauvreté qui interviennent dans toutes les phases du processus menant de la science à la politique. Ces modèles se référent à une conception de l'homme et de la société. Ensuite, j'essaierai de mieux cerner ce concept de pauvreté en le mettant dans un cadre conceptuel générique de différents formes de 'différences sociales'. Je terminerai par la précision de ce que j'entends par pauvreté et par une brève présentation d'un problème politique éminent : est-ce que l'inclusion (ou l'insertion) sociale est le seul remède à l'exclusion sociale?

LA PAUVRETE: TOUT DEPEND DE LA PERCEPTION QU'ON EN A...

La pauvreté est plus qu'un problème de revenu ; maintes fois nous avons déjà formulé cette idée. La fixation de seuils de pauvreté, l'estimation à partir de ceux-ci du nombre de pauvres et l'indication des groupes de population les plus touchés restent néanmoins importantes lors de la délimitation du champ d'études (scientifiques) et du groupe cible (sur le plan politique). De plus, ces opérations rejoignent au mieux l'expérience quotidienne. Mais ce n'est qu'un premier pas, dénué de sens si les autres ne suivent pas. La maigre définition de la pauvreté par les revenus doit donc être complétée et enrichie progressivement à travers d'une étude des structures, des processus et des perspectives. Commençons par ces dernières.

Sans aller aussi loin qu'une célèbre étudiante de la pauvreté aux Etats-Unis au cours des années soixante – Mollie Orshansky - qui écrivait: « Poverty, like beauty, lies in the eye of the beholder » (La pauvreté, comme la beauté, se niche dans les yeux de celui qui la regarde), les chiffres et autres faits concernant la pauvreté ont une signification très différente selon la perspective utilisée. Cette perspective dépend d'abord de la position qu'on occupe. Prenons comme exemple

les estimations de la pauvreté, elles sont fort divergentes selon le seuil de pauvreté adopté par les autorités et par des observateurs plus ou moins indépendants. Ces deux instances occupent des positions différentes et leurs intérêts divergent souvent. Les observateurs sont sans doute touchées par le phénomène et veulent généralement faire valoir son importance. Les autorités, en revanche, ont la charge d'assister les personnes qui ont reçu le statut de 'pauvre'; afin de réduire le coût de cette assistance, elles préféreront une définition plus restrictive de la pauvreté.

Ces différences dérivent aussi de jugements de valeur dont la multiplicité apparente peut être ramenée à deux modèles opposés de l'homme et de la société. Le premier, de nature pessimiste, estime que tout être humain présente des insuffisances morales et intellectuelles invariables et que le fonctionnement de la société est assuré par le marché, les valeurs traditionnelles et la famille. L'autre perspective, plus optimiste, part de l'idée que les hommes sont bons de nature et que leurs imperfections sont causées par les défauts de l'environnement social.

Cette opposition se trouve ainsi à la base de la typologie des modèles de la pauvreté que nous avons élaborés au cours des années. Ces modèles de la pauvreté interviennent dans toutes les phases du processus menant de la science à la politique. Ou encore, ils partent des concepts et des définitions, en passant par l'évaluation, la mesure et l'explication, pour aboutir aux initiatives politiques. Aussi, les différentes phases de ce processus interfèrent entre elles. Les préoccupations politiques interviennent dans la conceptualisation, dans l'évaluation et dans l'élaboration d'une théorie de la pauvreté et cette élaboration théorique sera aussi influencée par la conceptualisation et l'évaluation d'un problème social et par la politique menée à ce sujet.

Tableau: six modèles de la pauvreté

Niveau de la cause	**Nature de la cause**	
	Interne	*Externe*
Micro : l'individu	Manquements personnels (Modèle de culpabilité individuelle)	Accidents personnels (Modèle d'accident individuel)
Méso : groupes, communautés, institutions, organisations	La structure et/ou le fonctionnement du groupe, de la communauté, de l'institution, de l'organisation. (Modèle de culpabilité institutionnelle)	Groupes, institutions, organisations de l'entourage (Modèle d'accident institutionnel)
Macro : 'la' société	Modèle structurel (Modèle de culpabilité sociétale)	Modèle conjoncturel (Modèle d'accident sociétal)

En somme, nous distinguons six modèles et nous en présentons quatre:

- le modèle de la culpabilité (ou responsabilité) individuelle
- le modèle de l'accident individuel
- le modèle de l'accident sociétal (ou modèle conjoncturel)
- le modèle de la culpabilité sociétale (ou modèle structurel)

L'APPROCHE INDIVIDUELLE

Le modèle de la *culpabilité individuelle* attribue la pauvreté à des défauts dont la responsabilité est endossée au pauvre lui-même. En langage populaire, on dira que la pauvreté de quelqu'un est due à sa paresse, à son gaspillage ou à son comportement incorrect; en langage sociologique, on dira que la conformité aux normes sociales est insuffisante ou défectueuse.

Le modèle de *l'accident individuel* ramène toutes les explications de la pauvreté à des circonstances indépendantes de la volonté de l'individu. Il s'agit d'accidents comme la maladie, le décès du soutien de famille, les handicaps mentaux et physiques congénitaux.

Comment évaluer cette approche individuelle ? Elle peut indiquer l'événement faisant basculer certaines personnes dans la pauvreté, mais ne prend pas suffisamment en compte le contexte social dans lequel ces événements se produisent. Elle omet la tension entre objectifs appréciés socialement et les moyens extrêmement limités dont disposent un grand nombre de personnes pour les atteindre. Cette approche est proche des robinsonnades irréalistes qu'apprécient tant les économistes (et les philosophes) pour étayer leurs modèles. Ce qui n'empêche pas que cette optique individualisante se retrouve encore aujourd'hui dans nombre d'options politiques; en effet, leur influence ne cesse de s'accroître.

Certaines formes de l'assistance sociale classique en forment une autre illustration; comme l'assistance budgétaire devenue si populaire dans nombre de CPAS. Mêmes des mesures nationales comme le 'Revenu d'Insertion' présupposent que la pauvreté est avant tout une situation individuelle (et financière). En contrepartie d'un revenu minimal, on attend du pauvre qu'il se conforme à une série de normes de la classe moyenne, sans se demander si les gens vivant dans la pauvreté ont les moyens nécessaires. En tout cas, s'ils ne les observent pas, ils sont de 'mauvais pauvres' (ce qu'on appelle en anglais *disrespectable* ou *non-deserving poor*), auquel on dénie le *droit* à ce minimum. J'ai l'impression que cette distinction entre *respectable* et *disrespectable*, entre *deserving* et *non-deserving poor,* vieille de quelques siècles, est en cours de redevenir … respectable.

L'APPROCHE SOCIALE

Une autre approche de la pauvreté place le phénomène dans son contexte social: l'accent porte sur les caractéristiques économiques et sociales. On peut faire ici la distinction entre une version conjoncturelle et une version structurelle. Le modèle conjoncturel prétend expliquer la pauvreté par des « accidents », qui marquent l'évolution de la société: les épidémies et les catastrophes naturelles, les changements sociaux rapides qui dérèglent l'équilibre social présumé (comme l'automatisation, les migrations, les guerres) et les fluctuations économiques (surtout les crises et les dépressions). L'idée sous-jacente (implicite) est que la pauvreté, tout comme les événements qui induisent son apparition, est de nature passagère. Sur le plan politique, la lutte contre la pauvreté ne reçoit pas d'attention particulière, pour une raison évidente. Dès qu'on contrôlera suffisamment l'évolution sociale, la pauvreté disparaîtra.

Le modèle conjoncturel nous raconte pourquoi certains groupes déterminés basculent dans la pauvreté ou pourquoi l'étendue et la composition de la population des pauvres changent. Néanmoins, il est incapable d'expliquer pourquoi la pauvreté, à travers toutes les conjonctures et tous les régimes de prospérité, est et reste une caractéristique de toutes les sociétés hautement industrialisées et prospères.

L'approche structurelle (modèle de la culpabilité sociale) recherche les causes de la pauvreté dans la structure sociale, par exemple dans l'existence d'une hiérarchie sociale, d'une armée de réserve industrielle, du principe de concurrence. La pauvreté résulte donc de caractéristiques liées à l'organisation même de cette société. Citons la domination de la production économique dans la détermination de la position sociale et les inégalités sociales qui en sont la conséquence, les inégalités en matière de répartition des revenus, de statut et de pouvoir. Il s'agit de rapports entre le centre et la périphérie, tant du point de vue spatial que social, du marché du travail segmenté (ou même dual) et de la division de la ville en *gated communities* (quartiers résidentiels enclos), quartiers de classes moyennes et quartiers ouvriers et de « ghettos ».

Cette approche ne recherche pas ce que la pauvreté a d'irrationnel, mais bien son aspect rationnel. Dans cette optique, c'est bien la société qui est le problème social et non la pauvreté. Il en résulte que la pauvreté ne peut être éliminée qu'en modifiant les structures sociales. Naturellement, une approche structurelle trop poussée risque d'être décourageante. Il va de soi que les structures de la société doivent changer en profondeur afin de lutter contre les fondements de la pauvreté, mais il est peu probable que cela se produise du jour au lendemain tout comme il est impossible que cela affecte tous les domaines simultanément. Que l'on travaille en vue de réaliser des changements à la base, implique qu'entre-temps, l'on porte son attention sur la législation, les dispositifs et les actions qui rapprochent cet objectif. Seulement, il ne faut pas alors que l'on se contente de chèques permettant de se rendre au théâtre ou à des transports publics gratuits, combien de telles mesures puissent être agréables aux intéressés. Le théâtre doit donner une signification à la vie quotidienne et le tram ou le bus doivent mener quelque part.

Notre travail a toujours favorisé une approche structurelle. Notre définition de la pauvreté développée il y a presque quatorze ans dans le contexte des annales "Pauvreté et Exclusion sociale" (*Jaarboek Armoede en Sociale Uitsluiting*), en est l'illustration. Elle se centre sur la pauvreté en non sur les personnes vivant dans la pauvreté, elle se centre sur les différents types de fractures (ou ruptures) dans le tissu social: relationnelles (au niveau micro), spatiales (au niveau méso) et

sociales (au niveau macro).

> *"La pauvreté est un réseau d'exclusions sociales qui s'étend sur plusieurs domaines de l'existence individuelle et collective et qui a pour effet de séparer les personnes vivant dans la pauvreté des modes de vie généralement reconnus. Elles ne sont pas en mesure de combler ce fossé de leurs propres forces".*

SITUONS D'ABORD L'EXCLUSION SOCIALE ET PUIS LA PAUVRETE DANS UN SCHEMA GENERIQUE DE QUATRE FORMES DE DIFFERENCES

Pourquoi une réflexion conceptuelle est-elle si importante? Parce que le débat sur la pauvreté et l'exclusion sociale risque, à la longue, de s'empêtrer dans une prolifération de termes. A première vue, le problème réside surtout dans l'usage vague de termes qui souvent se superposent. En regardant plus attentivement, on constate qu'on ne réfléchit pas ou pas assez au sujet des relations entre ces concepts. C'est une lacune importante, car les concepts empruntent leur force de leur position déterminée dans un cadre cohérent. Pour comprendre « la pauvreté », nous devons partir de la notion de « l'exclusion sociale », tout en expliquant également la relation avec des concepts annexes. De ce fait, l'exclusion sociale devient un mécanisme d'organisation sociale au même titre que l'inégalité, la différentiation et la fragmentation.

DEUX NOTIONS CENTRALES MARQUENT CE SCHEMA: RELATIONS ET LIGNES DE FRACTURE.

D'abord, on prend conscience que les relations entre personnes, groupes ou domaines sociaux peuvent être de subordination ou de juxtaposition; en d'autres termes, elles peuvent être hiérarchique ou non. C'est une caractéristique relativement populaire dans l'étude des différences sociales.

Deuxièmement, les différences peuvent se produire progressivement, former un continuum, être uniquement de nature quantitative. Ou elles peuvent apparaître dans la réalité sociale sous forme d'une fracture (ou de rupture), ce qui s'avère le cas quand elles indiquent une différence qualitative entre personnes, groupes ou domaines. Il s'agit alors d'un déclin marqué dans le continuum sociétal. Les variations de taille ou de couleur de cheveux, les

différences entre revenus ou les différences de statut socioéconomique sont des illustrations de différences quantitatives.

Des ruptures apparaissent dans le cas d'avoir droit au revenu d'insertion ou non, de la disposition ou non de droits politiques, de l'appartenance à l'une ou l'autre communauté (ethnique), de l'arrivée sur le marché du travail primaire ou secondaire, de la domiciliation dans tel ou tel quartier. Ceci n'est pas toujours un phénomène négatif, comme le démontrent les différences entre cultures. Ces lignes de fracture se trouvent à tous les niveaux de la vie sociale: au niveau micro (les individus et leurs réseaux), au niveau meso (des groupes et des communautés) et au niveau macro (la société).

NOUS PRESENTONS TROIS SORTES DE LIGNES DE FRACTURES: RELATIONNELLES, SPATIALES ET SOCIALES.

D'abord, nous observons des lignes de fractures dans les relations entre individus. A travers l'échange de toutes sortes de capital social, économique et culturel, les gens font partie de réseaux sociaux. L'exclusion sociale est dès lors le résultat de l'exclusion de ces réseaux sociaux, par exemple parce que l'on a (plus) rien à échanger avec les autres, uniquement à recevoir (via l'aide sociale, l'assistance). Aux points stratégiques du réseau se trouvent des gardiens (*gatekeepers*). Ils peuvent bloquer le flux des capitaux social, économique et culturel et, ce faisant, priver les moins instruits, les immigrants, les sans-abri, de travail, d'habitation, d'éducation, de revenus, de statut et de pouvoir.

Une seconde sorte de fracture sociale existe entre les classes sociales, les communautés, les espaces. L'exclusion sociale est représentée ici sous forme de fermeture sociale, la monopolisation du capital économique, social et culturel en faveur du groupe. Les exemples sont légion: la réservation de facto d'emplois, de l'éducation qualitative, des habitats attractifs dans la ville. La réaction des groupes exclus est souvent qu'ils se mettent eux-mêmes des limites envers d'autres groupes encore plus mal lotis qu'eux, ce qui mène à une « fermeture bilatérale ». Un exemple flagrant? L'attitude des autochtones exclus vis-à-vis des immigrés de leur quartier, ou la manifestation des deux groupes contre des 'nouveaux venus' plus récents encore, tels que les demandeurs d'asile ou les sans-papier.

Nous trouvons une troisième sorte de fracture sociale dans les plus vastes structures et processus de la société, tel le marché du travail fragmenté ou

l'exclusion aux droits sociaux et politiques. La question centrale, dans ces fractures sociales, est de savoir si la communauté, dans son ensemble ou dans des aspects importants, se développe en une société fractionnée ; par exemple sur le marché du travail (un marché du travail duale) et/ou concernant l'acquisition des revenus (« salaire gagné » contre « allocation reçue »).

En combinant ces deux caractéristiques – fractures sociales et hiérarchie – nous avons abouti à la typologie suivante de quatre sortes de 'différences sociales'.

Tableau : quatre sortes de 'différences sociales'

Fracture, rupture	**Hiérarchie (superposition, subordination)**	
	non	*oui*
Non	diversité ou différentiation	inégalité
Oui	fragmentation	exclusion

Regardons notre schéma. Lorsque nous combinons ces deux caractéristiques – la présence ou l'absence des lignes de fracture sociale et de la hiérarchie – nous arrivons à la typologie de quatre sortes 'de différences sociales' du schéma. Sans ces lignes de fractures, les relations de juxtaposition mènent à la diversité sociale (différentiation sociale), comme c'est le cas avec les différences de taille ou de poids, de couleur de cheveux ou couleur des yeux. Nous considérons cette diversité comme un enrichissement pour notre société.

Lorsque les relations de notre société sont effectivement organisées hiérarchiquement (relations de subordination) mais sans lignes de fractures, nous obtenons l'inégalité sociale – dans l'interprétation fonctionnaliste du terme. La distribution des revenus en est l'exemple classique. Ce qui se passe dans la distinction entre « la diversité » et « l'inégalité » c'est que qu'en cas d'inégalité sociale, il s'agit d'un critère majeure pour attribuer des positions importantes dans notre société – comme la productivité économique. A une autre époque, la couleur des cheveux et des yeux était effectivement un facteur d'inégalité.

Comme la différentiation, la fragmentation réfère également aux ensembles structurés qui se trouvent « à pied égale », mais elle s'en distingue parce que ces ensembles sont séparés par une fracture. Dans la fragmentation, par exemple, il s'agit d'un espace polycentrique, où plusieurs centres se trouvent à un niveau d'égalité relative, comme c'est le cas dans une vraie communauté multiculturelle ou dans une métropole ayant plusieurs 'villages' ethniques (une « Little Italy »,

un « village français », un « chinatown », une « stetl » juive). Les différentes sous-cultures de jeunes ou groupes de supporters de football, forment un autre exemple. Ces groupes se trouvent sur un pied d'égalité, mais font usage de codes vestimentaires ou musicaux rigoureux, définissant ainsi qui fait ou non, partie du groupe.

L'exclusion sociale apparaît lorsque les unités (individus, positions ou groupes) sont organisées de manière hiérarchique (inégalité) et qu'en outre, les lignes de fracture se manifestent. Une telle ligne de fracture peut prendre les allures d'un fossé, d'un mur ou d'un seuil élevé. Cette exclusion se passe dans tous les domaines sociaux: l'éducation, le marché du travail, le marché du logement, la politique. Les exemples sont légion: les analphabètes, les sans-abri, les habitants des campings, les 'sans voix' dans la politique, les pauvres.

Naturellement, il existe une dynamique entre les différentes 'formes de différence'. Ainsi, nous pouvons définir le processus de l'émancipation de la femme comme un trajet de l'exclusion sociale vers l'inégalité sociale; l'espoir est qu'il aboutisse à une fragmentation sociale ou différentiation sociale. L'émancipation des travailleurs est restée bloquée au niveau de l'inégalité; celle des immigrés doit encore commencer ; ils se trouvent encore dans le stade de l'exclusion.

PAUVRETE: UN RESEAU D'EXCLUSIONS

Notre définition de la pauvreté la met dans le contexte de l'exclusion sociale, dont elle est une forme spécifique. Les deux caractéristiques de l'exclusion - l'inégalité et le rupture - s'appliquent donc également à la pauvreté mais à cela s'ajoute qu'il s'agit ici d'un ensemble d'exclusions reliées entre-elles, exclusion touchant au revenu, au travail, à l'éducation, à l'habitation, à la santé, au droit à l'assistance judiciaire, aux équipements collectifs et à la culture. C'est le caractère multidimensionnel (ou mieux: multi-aspectuel) de la pauvreté. L'impuissance des pauvres à franchir cette ligne de fractures sociales <u>multiples</u> par leurs propres moyens, souligne la profondeur de cette exclusion.

Par ces exclusions réelles, accumulées et étroitement imbriquées, la pauvreté se distingue du fait d'être sans-abri, de la discrimination ethnique, de la séquestration institutionnelle ou de l'inaccessibilité physique de bâtiments. Evidemment, ces formes d'exclusion sociale sont également et souvent marquées par des aspects multiples, mais cela n'est pas fatalement le cas. L'exclusion ethnique est également une exclusion lorsqu'il s'agit uniquement du droit de vote

ou l'entrée dans les dancings et l'inaccessibilité aux bâtiments s'applique à tous les moins valides, qu'ils soient pauvres ou riches.

Néanmoins, il doit être clair qu'une exclusion spécifique est souvent le début d'un processus vers la pauvreté, sur lequel se greffent d'autres problèmes. Un tel trajet pourrait débuter avec le vieillissement (âge ou formation) pour ensuite emprunter le chemin du chômage, être chômeur de longue durée, la dilution du réseau social, vivre sur ses économies, perte de son partenaire, dettes, perte du logement, pour finir dans la pauvreté. Il est clair que chaque situation n'évolue pas de la même manière que celle que nous venons de décrire; certaines sont brèves et violentes, comme après une peine de prison. Ces processus forment souvent une toile de facteurs macro, méso et micro, mais nous pouvons comprendre uniquement la façon dont la pauvreté se manifeste dans les vies individuelles que dans le contexte structurel de cette pauvreté.

EST-CE QUE L'INCLUSION (OU L'INSERTION) SOCIALE EST LE SEUL REMEDE A L'EXCLUSION SOCIALE?

L'insertion est le remède contre l'exclusion. A première vue, ceci peut paraître évident; comme de nombreuses évidences, elle a un sens caché. Le fait est que combattre l'exclusion sociale, ou promouvoir l'inclusion sociale, peut mener à de nouvelles formes d'exclusion sociale. Une illustration en est la stigmatisation qu'accompagne l'appel à des programmes ou institutions comme le Centre Publique d'Assistance Sociale (CPAS) ou le Revenu Sociale d'Insertion. Bien que le CPAS fût créé avec comme but de « garantir à chacun le droit à l'assistance sociale afin de lui permettre de mener une vie dans la dignité humaine » (Article 1 de la loi organique du CPAS), néanmoins le CPAS est source de honte et de stigmatisation pour de nombreuses personnes.

Ces effets imprévus et pervers de l'exclusion sociale font que le chemin de retour de l'exclusion sociale est souvent un sentier étroit et sinueux qui frôle les sommets et les ravins profonds. L'insertion sociale se transforme parfois en incarcération sociale.

Si 'l'insertion sociale' est l'image inverse de l'exclusion sociale, il s'agit davantage d'estomper les inégalités sociales que d'offrir l'égalité des chances. Là également, des fractures doivent être surmontées. C'est possible en utilisant différents moyens: à travers des initiatives venant de la société, par des systèmes de protection sociale et d'aide, à travers des actions menées par les pauvres eux-mêmes, par des formes de « transfert de pouvoir » et – l'approche

le plus structurel et donc plus le radical - en colmatant la fracture qui sépare.

La première question qui se pose, en relation avec notre définition de la pauvreté, est de savoir s'il est suffisant d'intégrer les personnes qui vivent dans la pauvreté seulement dans un de ces domaines? La « politique d'activation » part de ce principe. Du matériel empirique concernant les résultats des initiatives qui mènent des chômeurs de longue durée et les « minimexés » vers le marché du travail, démontre que leur situation dans d'autres domaines (formation, vie familiale, logement, réseaux), est telle qu'elle reste un obstacle majeur à franchir ce cap ou à rester actif, à plus longue échéance, sur le marché du travail.

Une seconde question qui se pose est de savoir quelle est encore la force des encadrements traditionnels d'intégration. Leur puissance semble s'effriter et il n'y a rien de nouveau à l'horizon. La dissolution fréquente des ménages, le manque de postes de travail, la raréfaction du tissu urbain, sont montrés du doigt. Quelles institutions prennent soin actuellement de la socialisation primaire, remplacent le travail comme lieu producteur de statut social, ou remplacent le réseau social du quartier? A supposer que ce soit le cas, alors l'avenir de chaque « politique d'insertion » se trouve dans une impasse. Insertion oui, mais dans quoi ? A qui? A quel prix, pour l'individu et pour la société ?

Plus de cohésion sociale, pourrait-elle alors nous montrer le chemin – c'est une troisième question? Je voudrais d'abord indiquer que certaines formes de cohésion peuvent être restrictives et accablantes. C'est le cas lorsqu'un voisinage très homogène « enferme » les habitants à un tel point qu'ils ne peuvent profiter des opportunités d'instruction ou d'un travail se trouvant en dehors du quartier. Ils peuvent ainsi exclure les personnes des opportunités auxquelles ils ont droit. Les quartiers pauvres qui deviennent des ghettos ou les sous-cultures qui développent les caractéristiques de la culture de la pauvreté, en sont des exemples.

De même qu'il peut s'agir de *gated communities* , des zones d'habitation entourées de murailles et surveillées à coût élevé, privatisées de fait. Les rues et places n'y sont guère des lieux publics, où on trouve la diversité d'une ville, mais un no man's land où le contact indésirable avec les "autres" doit être empêché. Ces 'quartiers' ou 'communautés consignées' ont vu le jour dans les villes du tiers monde et servaient de lieu de résidence aux occidentaux, mais ce phénomène se voit de plus en plus dans les villes occidentales.

Ces illustrations de type spatial nous montrent la relation étroite entre la cohésion sociale et l'exclusion sociale. En effet, l'identification à un groupe se fait par un double chemin, l'un positif et l'autre négatif. Le chemin positif est celui

des réseaux et valeurs communs, grâce auxquels un sentiment d'appartenance (solidarité) existe dans un groupe.

Mais ce sentiment d'appartenance est aussi suscité d'une façon plutôt négative, c'est-à-dire par la séparation entre membre et non-membre, entre l' *in-group* et le *out-group*. Un des moyens le plus traditionnel pour maintenir la cohérence dans une communauté est d'expulser ceux qui ne veulent pas se conformer aux valeurs et objectifs du groupe, les condamnant au *out-group*. De cette façon, ils deviennent le bouc émissaire : chargé de tous les péchés de la communauté, ils sont envoyés au désert. Cela ne s'applique pas seulement à ceux qui ont commis une infraction aux lois ou à ceux qui ne se plient pas aux normes courantes – mais également aux plus faibles dans la société. Cette exclusion, ces exclus forment un outil pour contrôler des conflits internes et maintenir la cohésion – souvent en faveur des plus puissants dans le groupe, dans la société.

Dès lors, nous arrivons à la thèse que l'exclusion et la cohésion ne sont pas des concepts contradictoires, mais complémentaires. Les processus d'exclusion peuvent aussi être considérés comme formateur de groupe et mobilisateur.

CONCLUSION

Qu'est-ce que j'aimerais que vous reteniez de cet exposé ? Une réflexion structurelle s'avère nécessaire, pour vraiment comprendre l'impact que des situations de relégation et d'exclusion ont sur la conscience et les chances de développement des hommes. Une telle réflexion constitue la meilleure garantie pour arriver au cœur du problème de la pauvreté. Nous rejetons les modèles individuels comme explication principale pour ce qui est, en définitive, un problème de société: un problème de nous, les non-pauvres, et non pas de ceux qui sont victime de la pauvreté.